



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



## BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

### D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaines 4 –21 au 27 janvier 2022

#### Au programme cette semaine :

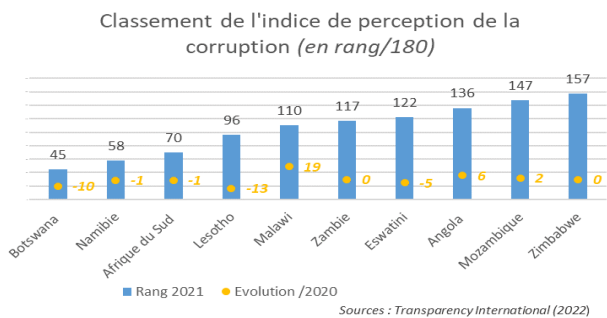
- **Afrique australe :** Le niveau de corruption demeure élevé en 2021
- **Afrique du Sud :** La Banque centrale rehausse son taux directeur à 4%
- **Afrique du Sud :** Le FMI révisé ses prévisions de croissance
- **Lesotho :** La reprise marque le pas au troisième trimestre 2021
- **Zambie :** La Banque mondiale approuve un financement de 115 M USD
- **Zimbabwe :** La Banque centrale réaffirme ses mesures de lutte contre l'inflation

#### Zoom sur... le cadre des Investissements Directs à l'Etranger au Mozambique

**La Banque Mondiale a publié une évaluation du cadre légal et réglementaire mozambicain relatif aux investissements étrangers.** Il ressort de cette étude que l'environnement est globalement peu favorable et marqué par de nombreux risques – complexité de la réglementation, possibilités légales d'expropriation, délais dans l'obtention des diverses autorisations, contrôle des changes très restrictif, nombreux exemples de non-respect des contrats, faiblesse du pouvoir judiciaire avec des décisions d'arbitrage imprévisibles. Par ailleurs, d'importantes barrières à l'entrée persistent sur le plan transversal comme sectoriel (restrictions relatives à la part des investisseurs étrangers). Le rapport mentionne également le niveau de corruption et l'instabilité réglementaire, qui sont deux freins importants. Si les autorités ont créé une agence de promotion des exportations en 2016 (*Agency for Promotion of Investment and Export*), la réglementation a peu évolué. Le rapport de la Banque Mondiale recommande ainsi de : **i)** moderniser la loi sur les investissements **ii)** simplifier les procédures **iii)** regrouper l'ensemble des compétences au sein d'un Ministère unique afin de faire émerger une stratégie cohérente **iv)** assouplir les restrictions touchant les investisseurs étrangers. A noter que le Mozambique table fortement sur l'attraction de capitaux étrangers à travers le développement de « méga projets », principalement dans le secteur des industries extractives (70% du total des IDE) pour dynamiser sa croissance et soutenir ses finances publiques. Ainsi, malgré cet environnement légal et réglementaire peu attractif, les IDE devraient fortement progresser dans les années à venir, suite à la découverte de gisements colossaux de Gaz Naturel dans le Nord du pays (Cabo Degado) - 60 Mds USD investis par les majors pétroliers Exxon, Total et ENI pour près de 300 Mds USD de revenus anticipés pour l'Etat à l'horizon 2050.

## Afrique australe

### Le niveau de corruption demeure élevé en 2021 (Transparency International)



Le 24 janvier, l'organisation non-gouvernementale *Transparency International* a publié son indice de perception de la corruption pour l'année 2021. Pour ce qui concerne l'Afrique australe, on observe peu d'évolutions par rapport au rapport 2020 : le Botswana (45<sup>ème</sup> place sur 180 pays au niveau mondial et 3<sup>ème</sup> en Afrique subsaharienne) et la Namibie (58<sup>ème</sup>) continuent de faire figure de bons élèves. L'Afrique du Sud, qui occupe le 70<sup>ème</sup> rang, continue de pâtir de la dégradation de la confiance des citoyens vis-à-vis de l'institution judiciaire pendant les présidences de Jacob Zuma (2010-2018). La majorité des pays se classent au-delà du 100<sup>ème</sup> rang : entre le 96<sup>ème</sup> rang et le 136<sup>ème</sup> pour le Malawi, la Zambie, l'Eswatini et l'Angola, alors que le Mozambique (147<sup>ème</sup>) et le Zimbabwe (157<sup>ème</sup>) continuent d'occuper le bas du classement – compte tenu des fortes connexions qui perdurent entre le pouvoir politique et le secteur économique et le manque de contre-pouvoirs à l'action du gouvernement. A noter, toutefois, une nette réduction du phénomène au Malawi (+19 places) et en Angola (+6) – dont les gouvernements ont décidé de lutter résolument contre la corruption. A l'inverse, le Botswana perd dix places, accentuant une tendance amorcée dès 2010 – en lien avec un sentiment croissant d'impunité des hauts fonctionnaires suite à la révélation de plusieurs scandales.

### Forte hausse du cours du diamant en 2021 (Bloomberg)

L'indice Bloomberg relatif au prix des diamants polis a progressé de près de 18% en 2021 – en lien avec la rapide reprise de la demande mondiale. Cette tendance se poursuit depuis le début de l'année (+2,3% depuis le 1<sup>er</sup> janvier). Plusieurs économies de la zone vont donc continuer à bénéficier de la bonne orientation du marché, en particulier le Botswana (16,9 M de carats extraits en 2020, soit le second producteur mondial derrière la Russie pour une activité représentant environ 35% du PIB du pays) – et, dans une moindre mesure, l'Afrique du Sud (8,5 M carats et 6<sup>ème</sup> producteur), l'Angola (7,7 M ; 7<sup>ème</sup>), le Zimbabwe (2,7 M ; 8<sup>ème</sup>), la Namibie (1,5 M ; 9<sup>ème</sup>) et le Lesotho (0,5 M ; 10<sup>ème</sup>). A noter par ailleurs que l'accélération de l'exploitation des gisements sous-marins devrait permettre à la Namibie d'accroître ses volumes de production.

## Afrique du Sud

### La Banque centrale rehausse son taux directeur à 4% (SARB)

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale (*South African Reserve Bank – SARB*), qui s'est réuni le 27 janvier, a rehaussé son taux directeur de 0,25 point à 4%. Cette décision, prise à quatre votes contre un, était attendue et s'inscrit dans la poursuite de la normalisation de la politique monétaire de la SARB (après une précédente hausse de 0,25 point lors du comité de novembre). La Banque centrale justifie sa décision par le renforcement des pressions inflationnistes, une tendance qui s'annonce plus marquée et durable qu'anticipée. L'inflation moyenne devrait ainsi atteindre 4,9% en 2022 (+0,6 point par rapport aux précédentes estimations) après 4,5% en 2021. Selon les analystes, la hausse graduelle du taux *repo* devrait se poursuivre jusqu'en 2024 jusqu'à environ 6%. Cette décision s'inscrit dans un contexte global de hausse des taux directeurs – le gouverneur de la réserve fédérale américaine a

ainsi annoncé cette semaine que la FED devrait commencer à rehausser ses taux dès mars 2022.

## Le FMI révisé ses prévisions de croissance (FMI)

Le 25 janvier, le FMI a publié une mise à jour de son *World Economic Outlook*, actualisant les prévisions de croissance de plusieurs grandes économies développées et émergentes. Dans le cadre de cet exercice, le FMI a revu à la baisse ses prévisions pour l'Afrique du Sud : à 4,6% en 2021 (-0,4 point par rapport aux prévisions d'octobre), 1,9% en 2022 (-0,3 point) et 1,4% en 2023 (-0,8 point) – en lien avec une contraction plus marquée qu'anticipée de la croissance au troisième trimestre 2021 (-1,6% en g.t), un niveau d'investissement toujours au plus bas et un climat qui reste marqué par de fortes incertitudes. A noter que les prévisions du FMI à moyen terme sont légèrement plus pessimistes que celles de la SARB, qui table sur une croissance de 1,8% à l'horizon 2023. Les performances de l'Afrique du Sud devraient rester nettement en deçà de l'Afrique subsaharienne, où la croissance devrait se maintenir aux alentours des 4% jusqu'en 2023.

## Les Investissements Directs à l'Etranger ont rebondi 2021 (UNCTAD)

Selon la conférence des Nations-Unies pour le commerce et le développement (*United Nation Conference on Trade and Development* – UNCTAD), les flux d'Investissements Directs à l'Etranger (IDE) entrants en Afrique du Sud ont atteint 42 Mds USD en 2021 – contre seulement 3 Mds USD l'année précédente. Toutefois, cette très bonne performance s'explique presque uniquement par l'opération financière menée par Naspers. Le géant sud-africain du numérique et des médias, également première capitalisation boursière du pays, a en effet réalisé en 2021 un swap de titres ayant consisté en une acquisition de 45% du capital de la maison mère par son véhicule d'investissement *Prosus*, coté à la bourse d'Amsterdam et donc considéré comme un agent non-résident. Si l'on exclut cette

opération, le niveau d'IDE est resté stable en 2021, aux alentours des 3 Mds USD.

## Lesotho

### La reprise marque le pas au troisième trimestre 2021 (*Bureau of Statistics*)

Selon les résultats préliminaires publiées par l'agence nationale de statistiques, l'activité a progressé de 2,2% au troisième trimestre 2021 comparativement à la même période l'an passé, après +12,7% au trimestre précédent. La reprise économique marque donc sérieusement le pas. Les secteurs qui ont le plus contribué à la croissance sont l'industrie manufacturière (+10% pour un secteur représentant 16,5% du total de l'activité) – portée par le secteur textile, l'industrie minière (+10,2% pour 14,7% du PIB) – hausse de la production en volume et bonne orientation des cours du diamant; et les télécommunications (+13,9% pour 2%). A noter, à l'inverse, les mauvaises performances des services financiers (-1,8% pour 11%) et de la distribution (-3,4% pour 6,5%). Pour rappel, le rebond de l'économie lesothane devrait rester particulièrement modéré en 2021 (+2,8% selon le FMI) – après quatre années consécutives de récession (dont -5,4% en 2020).

## Zambie

### La Banque Mondiale approuve un financement de 115 MUSD

Le 17 janvier, la Banque Mondiale a annoncé dans un communiqué avoir signé un accord de financement avec le gouvernement zambien (à hauteur de 115 MUSD) pour soutenir le secteur de la santé (*Zambia Emergency Health Service Delivery Project*). Le projet, qui doit être mis en œuvre sur une période de deux ans, vise notamment à aider le gouvernement à maintenir un niveau de dépenses adéquat et à assurer un déploiement des services de santé sur l'ensemble du territoire, avec un gros effort nécessaire dans



les zones rurales. La Banque Mondiale rappelle que le système de santé zambien était déjà particulièrement fragile avant le déclenchement des crises de la Covid-19 et de la dette. En 2017, le nombre de médecins pour 1 000 habitants y était seulement 0,1 contre 0,2 en moyenne en Afrique subsaharienne et 0,8 en Afrique du Sud à titre de comparaison.

## Zimbabwe

### La Banque centrale réaffirme ses mesures de lutte contre l'inflation (RBZ)

Le 21 janvier, la Banque centrale (*Reserve Bank of Zimbabwe – RBZ*) et les représentants de la communauté d'affaires se sont réunis afin de faire le point sur la stabilité des prix dans l'économie. A l'issue de cette rencontre, la RBZ a rappelé dans un communiqué que le

redressement du cadre macro-économique se poursuivait – avec le retour sous contrôle de l'inflation (60,7% sur un an en décembre 2021 contre 348% à la fin de l'année 2020), croissance modérée de la masse monétaire, gestion prudente des finances publiques, hausse des recettes en devises (9,7 Mds USD sur l'année), etc. La RBZ a réaffirmé son objectif de stabilisation des prix (20% sur un an à l'horizon fin 2022), dans un contexte où l'inflation progresse de nouveau depuis le mois de juillet. Pour atteindre cet objectif, elle a notamment annoncé qu'elle souhaitait **i)** maintenir le cap d'une politique monétaire restrictive **ii)** poursuivre les réformes du système d'enchères de devise pour le rendre plus efficace, **iii)** intensifier les contrôle et sanctions contre les entreprises qui ne respectent par la réglementation sur les changes et ont recours au marché parallèle **iv)** développer de nouvelles incitations pour les entreprises exportatrices.

### Evolution des principales monnaies de la zone par rapport au dollar américain

	Taux de change au 28 janvier 2022	Evolution des taux de change (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
Afrique du Sud	15,4 ZAR	-1,0%	0,9%	-1,5%	3,5%
Angola	523,7 AOA	0,3%	6,8%	24,2%	4,2%
Botswana	11,4 BWP	0,0%	1,2%	-4,6%	1,7%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	17,8%	0,0%
Zambie	17,8 ZMW	-2,7%	-7,1%	20,0%	-6,6%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2021)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)